



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITEE

A/C.3/43/L.50  
15 novembre 1988  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session  
TROISIEME COMMISSION  
Point 101 de l'ordre du jour

### OBLIGATION DE PRESENTER DES RAPPORTS QUI INCOMBE AUX ETATS PARTIES AUX INSTRUMENTS DES NATIONS UNIES RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

#### Pays-Bas : projet de résolution

#### Obligation de présenter des rapports qui incombe aux Etats Parties aux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et bon fonctionnement des organes créés en application de ces instruments

#### L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 42/105 du 7 décembre 1987, la résolution 1988/42 du Conseil économique et social, en date du 27 mai 1988, la résolution 1988/31 de la Commission des droits de l'homme, en date du 8 mars 1988 <sup>1</sup>/, ainsi que les autres résolutions pertinentes,

Affirmant que l'application effective des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme revêt une importance capitale dans les efforts que l'Organisation déploie, conformément aux dispositions de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, pour promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant que le bon fonctionnement des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme est indispensable pour assurer la supervision adéquate de l'application desdits instruments, et notamment l'examen des rapports périodiques des Etats parties,

---

<sup>1</sup>/ Documents officiels du Conseil économique et social, 1988, Supplément No 2,  
(E/1988/12), chap. II, sect. A.

Consciente de la responsabilité qui lui incombe d'assurer le bon fonctionnement des organes créés pour superviser l'application des instruments relatifs aux droits de l'homme adoptés à l'unanimité par l'Assemblée générale,

Réaffirmant l'importance fondamentale qu'elle attache au respect de l'obligation de présenter des rapports imposée par les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Considérant que l'application effective des instruments relatifs aux droits de l'homme, qui exige la communication de rapports périodiques des Etats parties aux organes créés en vertu d'instruments internationaux, ainsi que le bon fonctionnement de ces organes eux-mêmes n'a pas seulement pour effet de contraindre davantage les Etats parties à rendre des comptes à l'échelon international en ce qui concerne la protection et la promotion des droits de l'homme, mais leur offre aussi une occasion précieuse de faire le bilan des politiques et programmes relatifs à la protection et à la promotion des droits de l'homme ainsi que d'y apporter les ajustements voulus,

Exprimant sa préoccupation devant l'accroissement accentué de l'arriéré en matière de rapports que les Etats parties aux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme doivent présenter, de même que devant les retards apportés à l'examen des rapports par les organes créés en vertu desdits instruments,

Considérant la charge que la coexistence de plusieurs systèmes de présentation de rapports impose aux Etats Membres qui sont parties à divers instruments ainsi qu'aux organes créés en vertu desdits instruments, et notant que cette charge risque de s'alourdir encore à l'avenir pour l'Organisation des Nations Unies et les Etats parties avec l'entrée en vigueur d'instruments additionnels,

Consciente que la création, en vertu d'instruments internationaux, de nouveaux organes chargés de superviser l'application des normes relatives aux droits de l'homme suscitera des problèmes à long terme, tant par les obligations accrues en matière de présentation de rapports que par les incidences financières,

Constatant avec préoccupation que le problème de la mobilisation de ressources financières suffisantes peut entraver de plus en plus le bon fonctionnement des divers organes créés en vertu d'instruments internationaux, comme cinq de ces organes l'ont eux-mêmes fait observer dans leurs récents rapports,

Réaffirmant qu'il importe de doter tous les organes chargés de superviser l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme des ressources voulues, et notamment de ressources financières suffisantes pour assurer le bon fonctionnement des organes créés en vertu desdits instruments,

Soulignant la nécessité d'assurer la compatibilité dans l'interprétation de l'ensemble des normes internationales relatives aux droits de l'homme,

Réaffirmant l'indépendance et la compétence des organes créés en vertu d'instruments internationaux,

Prenant note des conclusions et recommandations de la réunion des présidents d'organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, tenue à Genève du 10 au 14 octobre 1988 2/,

Prenant note avec intérêt du rapport du Comité consultatif néerlandais pour les droits de l'homme et la politique étrangère 3/,

1. Prie à nouveau instamment les Etats parties aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme qui sont en retard dans la présentation de leurs rapports de faire tout leur possible pour présenter ces rapports dans les plus brefs délais et d'user, le cas échéant, de la possibilité de présenter plusieurs rapports conjointement;

2. Invite les Etats parties aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme à revoir les procédures d'établissement de leurs rapports périodiques en vue de se conformer aux directives pertinentes, d'améliorer la qualité tant sur le plan de la présentation des données que sur celui de leur analyse et d'être aussi concis que possible;

3. Invite les Etats parties aux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme à envisager, lors de leurs réunions, d'autres moyens de simplifier et d'améliorer les procédures d'établissement des rapports ainsi que d'améliorer la coordination et d'accroître les flux d'informations entre les organes créés en vertu d'instruments internationaux et les organismes compétents des Nations Unies, notamment les institutions spécialisées, et prie le Secrétaire général d'informer l'Assemblée générale de toute décision que les Etats parties auront pu prendre sur ces questions;

4. Se félicite des efforts que les organes créés en vertu d'instruments internationaux consentent pour alléger et rationaliser les procédures d'établissement des rapports, notamment en allongeant l'intervalle des rapports, en améliorant l'efficacité des méthodes de travail et en harmonisant et simplifiant les directives régissant l'établissement des rapports;

5. Prie le Secrétaire général de faire achever, à titre prioritaire, l'élaboration du manuel détaillé sur l'établissement des rapports afin d'aider les Etats parties à s'acquitter de leurs obligations en matière de présentation des rapports et de ménager à chacun des organes créés en vertu d'instruments internationaux la possibilité de présenter des observations sur le projet de manuel;

6. Prie le Secrétaire général d'établir, comme l'a demandé le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, un rapport montrant l'importance et la nature des chevauchements éventuels de questions qui font l'objet des traités

---

2/ HRI/MC/1988/1.

3/ A/C.3/43/5, annexe.

internationaux relatifs aux droits de l'homme, en vue de réduire, selon que de besoin, les doubles emplois, au sein des organes de supervision, concernant les questions soulevées à l'égard de tel ou tel Etat partie;

7. Prie le Secrétaire général de faire établir un recueil de statistiques provenant de sources officielles de l'Organisation des Nations Unies, qui facilite l'examen des rapports des Etats parties par les organes créés en vertu d'instruments internationaux;

8. Prie le Secrétaire général de renforcer la coordination entre le Centre pour les droits de l'homme et le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Secrétariat pour ce qui est de la mise en oeuvre des traités relatifs aux droits de l'homme et des services à assurer aux organes créés en vertu de ces instruments;

9. Prie le Secrétaire général d'organiser, dans la limite des ressources disponibles et compte tenu des priorités des programmes de services consultatifs, de nouveaux cours de formation pour les pays qui ont le plus de mal à s'acquitter de leur obligation de présenter des rapports en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

10. Invite les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies à aider le Secrétaire général à mener à bien les tâches susmentionnées et à mettre au point des activités de formation complémentaires dans ce domaine;

11. Engage tous les Etats parties à s'acquitter immédiatement et intégralement de leurs obligations financières au titre d'instruments relatifs aux droits de l'homme;

12. Prie le Secrétaire général d'étudier les moyens de renforcer les méthodes de recouvrement et de les rendre plus efficaces, par exemple en adoptant une pratique nouvelle consistant à mettre les contributions des Etats parties à des conventions relevant de mécanismes financiers distincts en recouvrement au même moment que les contributions au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies;

13. Prie le Secrétaire général de porter à la connaissance de la Commission des droits de l'homme, à sa quarante-cinquième session, les conclusions et recommandations de la réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, en même temps que les avis et observations qu'il peut avoir à formuler à ce sujet;

14. Prie la Commission des droits de l'homme, eu égard à ses responsabilités générales dans le domaine des droits de l'homme, d'examiner ces conclusions et recommandations en priorité à sa quarante-cinquième session, notamment celles dont la réunion des présidents a jugé qu'elles exigeaient une action urgente, et de lui présenter un rapport à sa quarante-quatrième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social;

15. Prie en outre le Secrétaire général :

a) De confier à un expert indépendant la tâche d'établir une étude sur la manière dont il serait possible d'aborder à long terme la question de la supervision de l'application de nouveaux instruments relatifs aux droits de l'homme, compte tenu des conclusions et recommandations de la réunion des présidents, ainsi que des documents pertinents, et d'en saisir l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session;

b) D'examiner la nécessité de doter les divers organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme de ressources en personnel suffisantes;

16. Invite les présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme à continuer de s'entretenir sur les questions et les problèmes d'intérêt commun et décide d'examiner à sa quarante-quatrième session la possibilité d'organiser en 1990 une nouvelle réunion des présidents;

17. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-quatrième session une question distincte intitulée "Application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme".

-----